

par lesquels nous pourrions valoriser ce rôle. Mais avant d'aborder la question des sources de financement externe, j'aimerais souligner deux points d'ordre général.

Premièrement, les apports financiers extérieurs doivent être gardés en perspective lorsque nous tentons de préciser les ressources dont le tiers monde aura besoin pour son développement économique. Cette approche sert tout simplement à nous rappeler dès le départ que, dans la plupart des cas, une très large part de ce financement doit provenir de l'épargne intérieure et de l'investissement généré dans les pays en développement eux-mêmes.

Deuxièmement, les pays en développement qui veulent retrouver la confiance des bailleurs de fonds commerciaux et des investisseurs étrangers devront appliquer des politiques macro-économiques efficaces et procéder à d'importants aménagements de structure dans leurs économies. Le problème vient du fait que, pour nombre de pays en développement, ces ajustements ne peuvent se faire que sur le plus long terme et, dans bien des cas, seulement si des capitaux adéquats leur sont fournis, tant à des conditions de faveur qu'aux taux du marché.

J'aimerais maintenant vous parler de quatre sources de financement extérieur: les prêts commerciaux, les investissements directs, l'aide et le commerce.

Apports commerciaux

Si les apports commerciaux ont, par le passé, joué un grand rôle dans le financement du commerce et du développement, les chocs des dernières années ont rendu les bailleurs de fonds plus prudents, ce qui est facile à comprendre. Les pays développés doivent pour leur part s'assurer que ces apports ne sont pas inutilement comprimés, et les pays en développement doivent dans toute la mesure du possible créer l'environnement qui leur permettra de mieux profiter des possibilités de prêts commerciaux à plus long terme. Les pays qui ont vite pris des décisions difficiles, qui se sont ajustés et qui ont bien géré leur économie sans accumuler de dettes excessives ont eu plus facilement accès aux capitaux dont ils avaient besoin. J'ose espérer qu'ils continueront à jouir de cet accès.

Toutefois, les pays qui ont déjà accumulé d'importantes dettes envers l'étranger auront probablement bien plus de difficulté à obtenir de nouveaux emprunts. Pour les pays lourdement endettés, les remboursements de principal devraient se situer, pour plusieurs années après 1985, à des niveaux dépassant largement ceux des recettes d'exportation. Il nous faut commencer dès maintenant à nous assurer que des développements prévisibles de cette nature ne précipitent pas de nouvelles crises. L'actuelle approche du cas par cas a permis de répondre efficacement aux besoins particuliers d'emprunteurs donnés, mais il nous faut planifier la poursuite de la restructuration de façon que les pays qui ont déjà mis en œuvre avec succès de grands programmes d'ajustement puissent le plus tôt possible rétablir des relations normales avec leurs créanciers privés. Pour ces pays, il peut être souhaitable d'encourager le réaménagement pluriannuel de